

# POUR L'ÉCOLOGIE, POUR LE DROIT DE CIRCULER LIBREMENT, POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES DE TRANSPORT : EXIGEONS LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN!

En 2017, selon l'Insee, 89 % des habitants en couronne d'une grande agglomération utilisaient leur voiture pour se rendre au travail. C'était aussi le cas pour 90 % des travailleurs/ses « hors attraction des grandes villes ». Les ménages les plus modestes consacraient 21 % de leur budget aux transports contre 14 % en moyenne nationale.

De plus, pour les dépenses de transport, les ménages dépensent plus à la campagne qu'en ville : 21 % (7000 € par an) contre 16 % (6200 €) dans l'agglomération parisienne. Le type de dépenses diffère selon le lieu de vie. L'achat du véhicule et les frais d'utilisation afférents (entretien, carburant, etc.) représentent 90 % du budget transport pour les ménages hors Île-de-France, contre la moitié pour les Franciliens. Pour ces derniers, les services de transport en commun (train, bus, etc.) constituent plus du tiers des dépenses engagées.

Mais avec les crises sociales récentes, la précarité a encore gagné du terrain et s'installe dans la durée pour beaucoup de foyers dans lesquels il faut jongler avec ses revenus entre se loger, se nourrir et se chauffer... et bien sûr se déplacer. Pour bon nombre de personnes, même si l'urgence écologique est là, il est difficile d'acheter un véhicule neuf ou une voiture électrique. (Comme toujours, ce sont les pauvres, les précaires, les chômeurs/ses qui sont victimes de cette situation, coïncé-e-s entre des dépenses très élevées ou renoncer à se déplacer, ce qui peut entraîner des problèmes pour trouver un travail.

Nous devons donc revoir notre façon de nous déplacer. Cela passe en premier lieu par le développement et l'accroissement, en terme de nombre, desserte et maillage ruralité/ville, des transports collectifs que ce soit par la route ou le rail et surtout de poser clairement la revendication de **la gratuité des transports en commun**.

La gratuité peut être financée par les autorités nationales, régionales ou locales par le biais de la **fiscalité** et par les employeurs par le biais du **versement mobilité qu'il faut étendre et renforcer**.

Il y a de quoi assurer ce financement, en prenant sur les profits indécents que se font les capitalistes sur le dos des travailleurs/ses.

En France, une cinquantaine de villes ont déjà opté pour une gratuité totale ou partielle (le week-end, le samedi, si vous êtes bénéficiaire du RSA, demandeur d'emploi), 37 réseaux entièrement gratuits sont déjà opérationnels depuis le début 2020.

En septembre 2022, l'Espagne a décidé de rendre

gratuits les trajets de trains de banlieue et régionaux exploités par la Renfe, le Réseau national des chemins de fer espagnols. La population peut également bénéficier depuis ce 1<sup>er</sup> septembre, d'une réduction comprise entre 30 % et 50 % du prix total des abonnements et billets des différents transports publics suivant les différentes régions autonomes.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2022, en Allemagne, on peut désormais voyager en illimité dans les bus et les trains pour 9 € par mois et ça dans tout le pays.



Un autre effet de la gratuité est le report modal, c'est-à-dire le passage de la marche à pied ou l'automobile aux transports en commun pour un certain nombre d'usagers/ses.

Le report modal affecte les bénéficiaires habituellement au transport public :

- Le report du trafic routier vers les modes de transport collectifs permet de réduire le phénomène de congestion, de réduire le nombre de véhicules en circulation et donc la pollution qui en émane et éventuellement de réduire le nombre d'accidents de circulation. Le stationnement peut aussi être facilité, et l'usure des routes réduite;
- L'environnement et la santé publique en bénéficient grâce à la diminution de la pollution de l'air et des nuisances sonores liées au trafic routier;
- De la même manière, la gratuité des transports publics peut contribuer à atténuer les problèmes de réchauffement climatique et d'épuisement du pétrole.

La gratuité des transports en commun est donc une mesure écologique importante, mais c'est aussi une mesure sociale essentielle. Elle permet de réduire immédiatement les dépenses de transport des travailleurs/ses, ce qui est un point important pour les précaires, chômeurs/ses et travailleurs/ses à faibles revenus, personnes dépendantes des minima sociaux comme le RSA ou l'Allocation Adulte Handicapé. En ne limitant plus leurs déplacements à cause de contraintes financières, elle

leur permet aussi de plus se déplacer pour le travail, des loisirs, des études, un engagement militant...

Pour que la gratuité des transports en commun atteigne pleinement ces objectifs écologistes et sociaux, il faut bien sûr qu'il y ait plus de lignes de transport en commun qui fonctionnent, accessibles, connectées entre elles, avec plus de fréquences tout au long de la journée, sur plus d'itinéraires, ce qui veut dire rouvrir des lignes fermées et en créer là où c'est nécessaire. Ce qui veut dire aussi les rendre accessibles

au plus grand nombre (rampe d'accès, ascenseurs, signalisation auditive, etc.). Cela doit se faire en concertation avec les usagers/ères en fonction des besoins collectifs et en tenant compte des impératifs environnementaux, le but étant d'offrir des alternatives à l'usage de la voiture individuelle partout, y compris à la campagne, dans les zones urbaines et péri-urbaines, les quartiers défavorisés et enclavés...

Cela nécessite aussi l'acquisition de matériel de qualité et moderne, pour assurer un bon confort de voyage. Enfin, cela nécessite la mise en place d'un vrai service public des transports en

commun, qui ne peut pas être laissé aux manœuvres du secteur privé, qui doit garantir l'embauche en nombre suffisant de personnels sous statut, bien payés, bien formés, ayant de bonnes conditions de travail. Nous sommes donc aux côtés du personnel de la SNCF, de la RATP et des réseaux urbains et interurbains qui luttent pour leurs droits et pour défendre le service public des transports en commun.



**Pour le droit de circuler librement, pour réduire le coût du transport pour les travailleurs/ses et pour l'ensemble de la population, pour réduire la pollution et participer à la transformation écologique, pour renforcer un vrai service public des transports en commun, mobilisons-nous pour obtenir la gratuité des transports !**